

Edgard Pisani : un intellectuel en politique

Michel Morineau

Michel Morineau fut Secrétaire National « laïcité-culture » de la Ligue de l'enseignement de 1984 à 1994.

UN PERSONNAGE D'EXCEPTION

Il y a un an Edgard Pisani disparaissait dans la plus grande discrétion. Peu de mots furent alors prononcés – hormis les nécrologies de circonstance – à l'égard de celui qui fut sans doute un des personnages les plus emblématiques de la V^e République, l'un de ces hommes dont la pensée et les actes ont engendré ses évolutions contemporaines.

Jeune résistant, puis plus jeune préfet de France à la Libération, Pisani a enchaîné alternativement et de façon ininterrompue de hautes fonctions dans l'appareil d'État et des responsabilités électives locales et nationales, jusqu'à son retrait de la vie publique au début des années 2000. Un parcours bien rempli, dans la tradition politique de la république, tout au long de quatre présidences (de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand). Il a été maire et conseiller général (Montreuil-Bellay), préfet (Haute-Marne), sénateur, trois fois ministre (notamment de l'agriculture pendant quatre ans), commissaire européen, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, président de l'Institut du

monde arabe. Cinquante ans de vie publique qui l'ont conduit à laisser des marques profondes dans tous les domaines d'action qui furent les siens, des marques qui perdurent dans les débats politiques actuels, notamment ceux des campagnes électorales que notre pays vient de vivre.

Les domaines privilégiés d'intervention de Pisani – qui sont tous pour lui de véritables passions et sur lesquels il revient sans cesse dans une douzaine d'ouvrages – concernent des questions décisives pour l'avenir d'une société : alimentation, éducation, unité et diversité de l'État et de la Nation, politique et démocratie. Pisani les a abordés en pensant en particulier à l'avenir de l'Europe, de l'Afrique et des pays méditerranéens. En voici quelques exemples.

UN REGARD NOVATEUR SUR L'AGRICULTURE

Quand de Gaulle nomme Pisani Ministre de l'Agriculture en 1961 – alors qu'il était sénateur de Haute-Marne et s'apprêtait à démissionner tant cette fonction l'ennuyait – il

reconnaît ne pas y connaître grand-chose. Il se rêvait plutôt ministre de l'Éducation... L'agriculture traverse alors l'une des multiples crises qui n'ont cessé de jalonner son évolution depuis la Libération. En quatre ans Pisani va la transformer en profondeur. Aujourd'hui encore la profession le considère comme l'un des rares ministres ayant réussi à lui faire franchir quelques caps décisifs qui l'ont propulsée dans l'excellence et aux premiers rangs de la production mondiale.

La méthode qu'il utilise est très originale. Il s'en explique dans son livre *Persiste et signe*¹ : constituer des équipes « puisées dans les grands corps en ne me fiant à l'amitié que lorsque qu'elle m'apportait des êtres parfaitement faits pour les tâches que j'avais à accomplir. [...] Se méfier de l'amitié : elle n'assure pas plus de dévouement, elle procure moins de compétence ». Il écoute beaucoup, consulte sans cesse, provoque des débats, des controverses, puis décide. « Une décision est l'acte par lequel, dans un domaine donné, les choses changent. Plus de neuf décisions sur dix, dans ce mode coopératif de gestion, sont le constat d'un accord. Il m'appartient simplement de le faire



© DUTCH NATIONAL ARCHIVES

constater mais il faut savoir prendre son temps pour y arriver. Une fois sur dix les choses sont autres. Le jeu consiste alors à aviver les oppositions jusqu'à les rendre insupportables. Alors chacun demande que la décision soit prise, elle devient un arbitrage. La valeur de la décision est moins dans le choix qui la fonde que dans la façon dont elle est prise puis

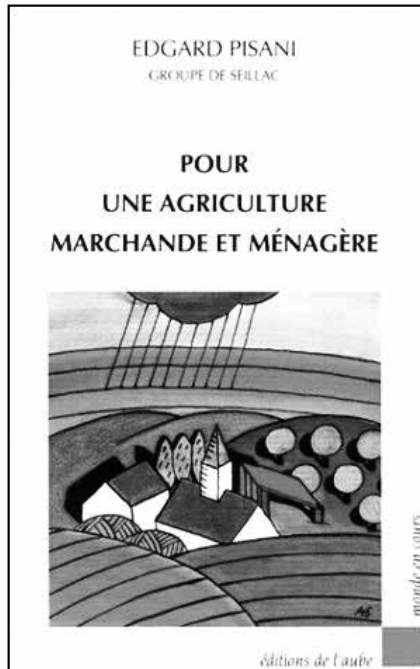
Edgar Pisani
en 1964

Sur quelques-uns de ses sujets de préoccupation, j'ai eu la chance de « accompagner » avec Edgar Pisani quand il était commissaire européen et surtout quand il devint conseiller de François Mitterrand à l'Élysée et président de l'Institut du monde arabe. Nous nous sommes aussi plusieurs fois retrouvés aux Entretiens d'Auxerre² et dans des groupes de travail qu'il constituait pour « pousser la réflexion » et alimenter ses propres publications, en particulier dans celui consacré à l'éducation, objet d'un regret de sa part de n'avoir pu y jouer un rôle gouvernemental plus important. C'est un privilège pour moi que d'apporter aujourd'hui quelques témoignages au sujet de sa pensée prospective, ouverte sur le monde, généreuse et enthousiaste, tournée vers l'action.

M.M.

¹ Éditions Odile Jacob, 1992.

² La Ville d'Auxerre organise chaque année, début novembre, une rencontre citoyenne de trois jours sur un thème se prêtant à des exposés et des débats.



exécutée. Ne trancher que lorsqu'il le faut et s'y tenir ». Cette philosophie de l'exercice du pouvoir politique, fondée sur l'écoute attentive et sur l'épuisement du débat, a sans doute permis à celui « qui n'y connaissait pas grand-chose » d'acquérir une compétence certaine. Pisani usera de cette même méthode dans tous les postes qu'il occupera et celle-ci demeure encore assez exceptionnelle aujourd'hui pour qu'on la souligne.

Sur le fond, Pisani engage la France dans une politique productiviste active pour sortir l'agriculture de ses archaïsmes, accompagnée d'une réforme profonde de l'enseignement agricole. Il est parallèlement un acteur influent de la construction de la politique agricole commune de l'Europe. La loi d'orientation du début des années 60 est longtemps restée un phare.

Ces succès n'empêchent pas, trente ans plus tard, Pisani, constatant les

effets de cette politique sur le terrain et dans le milieu rural, d'en faire une critique radicale – une autocritique en même temps ! – dans son ouvrage *Pour une agriculture marchande et ménagère*³, dans lequel il affirme que la France peut et doit tenir sa politique agricole par deux bouts : accompagner l'agriculture marchande sur la route des marchés internationaux via l'Europe et la politique agricole commune (un productivisme raisonné) et en même temps concentrer l'effort sur les activités rurales ménagères du territoire, qu'elles soient ou non agricoles, en prenant en compte l'environnement. Ainsi, à la logique uniquement agricole et marchande du départ il oppose une logique sociale fondatrice d'un nouveau pacte entre la société et son agriculture. Ce livre, hélas largement passé inaperçu, résulte, là encore, d'un travail de réflexion collectif⁴. Sa lecture, vingt-cinq ans après sa publication, laisse entrevoir les occasions perdues de donner un nouveau souffle au développement agricole et rural. En 2017 les campagnes françaises souffrent, elles se sentent délaissées et elles basculent majoritairement dans le vote extrémiste !

UNE « CERTAINE IDÉE » DE L'EUROPE

En 2001 dans *Une certaine idée du monde*⁵, en Européen convaincu, Pisani dresse un bilan lucide de l'état de l'Union.

Il constate d'abord qu'en un demi-siècle plusieurs missions ont été correctement accomplies :

- La création d'une table autour de laquelle se sont réunis ceux qui, participant à la réconciliation de

³ Éditions de l'Aube, 1998.

⁴ Par le groupe dit « de Seillac », qui lança un « appel et une contribution française à une réflexion internationale en vue d'une politique européenne de la société et de l'espace rural, de la recherche, de la production et des industries agricoles ».

⁵ Seuil, 2001.

l'Allemagne et de la France, ambitionnaient de mettre, pour toujours, un terme à une « guerre civile » vieille de cinq cents ans.

- L'ouverture d'un chantier de reconstruction et de développement économique, d'un « grand marché » prospère, capable de réinstaller l'Europe occidentale comme partenaire significatif des États-Unis
- La fourniture d'une base opérationnelle au système américain d'action militaire et stratégique contre les menaces de l'Union soviétique.

D'autres missions, cependant, ne l'ont été que partiellement :

- Le rassemblement formel de tous les pays démocratiques d'Europe : cette évolution est effective mais sans véritable stratégie.
- La création d'un ensemble fondant la politique socio-économique de l'Union sur un subtil dialogue entre l'État et le marché : entreprise, cette mission a été abandonnée dans la spirale de la globalisation.
- L'établissement d'un système monétaire capable, avec le dollar et le yen, de réguler les changes mondiaux : l'euro existe en tant que monnaie indépendante mais il ne concerne qu'une partie de l'Union.

D'autres enfin n'ont pas du tout été couronnées de succès :

- La création d'un espace stratégique suffisamment autonome pour prendre toute sa place dans le monde après la chute du mur de Berlin. Ambition non revendiquée par faiblesse et pingrerie, elle a été noyée dans la participation

aux initiatives militaires américaines au Moyen-Orient et dans les Balkans.

- La constitution d'un « puzzle » européen qui, ses pièces étant progressivement soudées, prendrait figure et capacité d'un État parlant et négociant à égalité avec les grands de ce monde : objectif qui, sauf volonté et décisions nouvelles, est aujourd'hui hors d'atteinte.
- La mise en place d'une Commission qui aurait la charge de l'étude, de la proposition et de l'exécution des politiques mais qui n'a pour le moment ni le prestige ni les prérogatives d'un exécutif plein.
- La création d'une administration compétente et efficace. En fait ses procédures et ses décisions sont à renégocier avec chaque État membre avant, pendant et après leur adoption ; elle en a perdu son âme et est devenue une bureaucratie.

Et Pisani de conclure : « L'Union doit devenir un être politique. Elle doit abandonner la "méthode Jean Monnet" des petits pas et des déséquilibres dynamiques. L'Union doit se définir... Elle le peut par quatre initiatives : une déclaration des droits ; un pacte constitutionnel ; un pacte pour le développement ; une armée pour la paix. Ainsi naîtra une citoyenneté européenne. Ainsi naîtra, dans le monde multipolaire, l'acteur d'un nouveau type dont celui-ci a besoin ».

Utopie ou irréalisme ? Force est de constater que la situation s'est encore dégradée depuis le début du siècle et une telle vision, à supposer qu'elle puisse se concrétiser, n'est plus crédible aujourd'hui. « L'acteur Europe » d'un nouveau type ou non,

Extrait de l'hommage rendu par Christian Blanc à Edgar Pisani lors de son jubilé politique en 1994

« Edgard Pisani, c'est un homme intemporel qui a un étrange rapport au temps. Et lorsque, comme moi, on a eu la chance de pouvoir l'approcher longuement⁷, de pouvoir discuter avec lui, de recevoir de lui soit des directives soit des confidences, on est frappé par le fait qu'il a en permanence un rapport aux hommes et à leur histoire, une inquiétude quotidienne, vigilante, par rapport à l'espèce humaine et à son devenir. Quand on l'écoute on se dit : « Cet homme-là aurait pu être un instituteur de la jeune République ou un ministre de l'Instruction... ».

est controversé, c'est le moins qu'on puisse dire ! Mais Pisani concluait, sans doute avec lucidité : « Si l'Union ne peut nourrir de telles ambitions, ne peut assumer de telles responsabilités, que les pays membres qui y sont prêts s'y décident et que naisse un « noyau dur » qui ouvre le chemin, qui agisse sans attendre... Je ne puis trahir mon pays en militant pour une Union qui l'affaiblit en ne se définissant pas ». Était-ce prémonitoire ?

DÉCONSTRUIRE LE CONCEPT D'UNITÉ DE LA RÉPUBLIQUE

C'est un thème récurrent chez Edgar Pisani, devenu très sensible dans le débat public comme en témoignent les récentes campagnes électorales. Par l'évolution historique ou par mouvements récents se pose le problème de la coexistence de cultures différentes dans le cadre d'un même État. L'évolution politique lui donne une dimension nouvelle : la revendication culturelle a acquis une légitimité démocratique que jusqu'ici elle n'avait pas vraiment.

Il faut distinguer citoyenneté et appartenance. L'une est liée à la

commodité du « faire ensemble », l'autre exprime le sens même de « l'être ensemble ». La première répond à une nécessité, elle est question de choix, d'adhésion volontaire. La seconde prend en compte une réalité, elle est question d'héritage. Nous sommes ici en terrain connu, la Ligue de l'enseignement – qui conforte cette distinction depuis longtemps dans sa réflexion sur la laïcité – résume cette philosophie politique par la formule : « être citoyen d'un État garantissant l'unité politique de la Nation tout en protégeant sa diversité culturelle ».

À partir de cette philosophie politique qu'il partage, Pisani affronte les difficultés à surmonter⁶ : « Le jacobin doit désapprendre la parfaite superposition hexagonale du territoire, de la Nation, de l'État, de la langue et de la patrie. Il doit apprendre une autre combinatoire des éléments constitutifs de son horizon politique. Pour désapprendre, il n'a nul besoin de se renier. Entreprise difficile, pour le peuple français plus que pour aucun autre car aucun autre ne connaît cette superposition parfaite des éléments constitutifs de son identité. Entreprise difficile car chacun sent plus immédiatement ce qu'il peut perdre dans l'aventure qu'il ne sait encore ce qu'il peut y gagner ».

Appliquée à la question de l'immigration cette attitude le conduit à recommander aux futurs présidents de la République de mieux expliciter ce qu'on entend par « intégration » : « Politique de l'immigration, politique de l'accueil et politique de l'intégration sont les trois volets d'une même politique dont vous devez avoir à cœur que tous les Français y adhèrent. Il faut la leur expliquer. La comprenant, ils contribueront à sa

⁶ *Ibid.*

⁷ Christian Blanc fut notamment l'adjoint d'Edgar Pisani en Nouvelle Calédonie en 1984-1985.

mise en œuvre, et cette contribution est nécessaire car il n'y a pas d'intégration sans engagement de la société qui accueille ».

LE POLITIQUE ET LA POLITIQUE

« Le débat central n'oppose plus tant socialisme et capitalisme qu'il n'oppose les défenseurs de la société et de la nature aux militants d'un développement autonome, sans limite ni freins, de forces dont le capital est le maître et dont une technoscience éperdue d'ambition est le moteur. Notre débat n'est pas celui de l'appropriation de l'appareil de production mais celui de la définition de ses objectifs ». Pisani oppose ceux pour qui le profit est la fin à ceux pour qui la vie, celle de l'espèce, celle de la nature et celle des cultures, est la seule fin qui vaille. « Mes adversaires en politique sont ceux qui, d'accord avec moi sur les fins, diffèrent de moi quant aux moyens. Mes ennemis, car j'en ai, sont ceux pour qui seuls comptent le dollar, l'euro, le yen et, plus encore, dois-je le rappeler, ceux dont je me sépare sur les droits humains ou la 'race' ». Et d'ajouter : « Fondant l'unité sur l'union des diversités, le politique anime une démocratie sociétale et nationale à la fois ; il est le terrain où s'affrontent sans se récuser les composantes de la Nation ; il est le lieu où se rencontrent passé, présent et avenir, également exigeants ; il est médiation en vue du bien commun avant d'être pouvoir. Le politique est impuissant sans la politique, mais celle-ci est vaine sans lui ». ☺